

UNE GUERRE SOUS LE SILENCE

Noémie Remars

80, c'est le nombre d'enfants qui meurent chaque jour au Yémen depuis cinq ans.

C'est le résultat d'une guerre dont les victimes sont les civils, prioritairement les enfants, qui représentent 80 % de la population yéménite.

Le résultat de la pire crise humanitaire à ce jour dans le monde.

Bien sûr, des statistiques impensables en 2021, mais elles sont là :

Si les enfants ne meurent pas sous une bombe durant leur sommeil, ils mourront, car ils n'ont pas accès à l'eau potable, ni même à la nourriture. Les garçons décèderont, enrôlés dans l'armée, tandis que leurs petites sœurs, sous les coups de leur mari 40 ans plus âgé qu'elles.

Mais survivre pourquoi ?

Pas d'éducation, pas de logement, pas d'avenir... et je vous assure, tant d'autres droits de ces enfants sont bafoués. Bafoués par cette guerre qui oppose les forces Houthies au gouvernement d'Abdrabbo Mansour Hadi, soutenu par l'Arabie Saoudite.

Étonnant quand on sait que les deux pays ont signé la convention internationale des Droits de l'Enfant. Convention censée garantir un niveau de vie décent à l'enfant, le droit à l'éducation, la protection de sa santé. Le droit de jouir de sa liberté.

« Nous étions dans le bus lorsqu'un missile nous a frappés. Nous étions sur le chemin de l'école. J'ai des éclats d'obus ici, d'autres dans mon œil, un morceau est rentré dans ma tête ». Ce jour-là, Ismail, 7 ans, a eu de la chance. Ce n'est pas le cas des 40 autres camarades assassinés dans cette attaque.

Et pourtant !

Article 6 de la convention internationale des droits de l'enfant : « Les États parties reconnaissent que tout enfant a un droit inhérent à la vie. Les États parties assurent dans toute la mesure possible la survie et le développement de l'enfant ».

Je constate,

vous pouvez constater, mesdames et messieurs,

l'ONU constate que cette loi parmi tant d'autres n'est pas respectée.

Mais pourquoi donc personne n'en parle ? Pourquoi cela ne fait pas les gros titres dans les journaux ? Pourtant, des milliers de vies sont saccagées, autant que pendant la Première Guerre mondiale, ou la Seconde, ou encore celle du Vietnam. Alors pourquoi ?

C'est simple, parce que notre économie profite de cette situation.

Oui, je parle bien de la France, ce fameux pays fondateur des Droits de l'Homme.

En effet des rapports de l'ONU, d'Amnesty International, de média d'investigation tel que Disclose ou encore de dizaines d'ONG révèlent l'implication d'armes « made in France » vendues à l'Arabie Saoudite au profit de cette guerre.

Encore une fois étonnant, lorsque l'on sait que la France a rédigé le 2 avril 2014 le traité sur le commerce des armes, qui interdit le transfert de matériels quand il existe des risques de violation grave du droit international humanitaire.

Alors, jusqu'où doit-on en venir pour que la situation de ces hommes, femmes et enfants soit assez grave pour que la France gèle ses relations commerciales ?

N'est-ce pas assez grave que 2,4 millions d'enfants soient en malnutrition sévère, que 1,8 million manquent leur éducation ou encore qu'un quart des filles au Yémen soient excisées ?

N'est-ce pas assez grave que des centres hospitaliers s'effondrent sous les bombes ?

N'est-ce pas assez grave que des journalistes, pour le seul fait d'avoir exercé leur métier et de vouloir faire vivre la liberté d'expression, soient emprisonnés ou même tués ?

Apparemment, cela ne l'est pas assez pour notre pays ou encore l'Angleterre, qui profitent de cette guerre pour s'enrichir.

Malheureusement, s'ajoute à tous ces problèmes la plus grande épidémie de choléra jamais enregistrée. Les efforts déployés par les ONG sont entravés par le conflit qui anéantit le système de santé, d'eau et d'assainissement, les déchets se multiplient dans les rues tandis que seulement 51 % des hôpitaux fonctionnent. Et maintenant, il faut faire face à l'épidémie de coronavirus.

Aujourd'hui, c'est tout un pays qui a besoin d'aide, nous parlons de 28 millions d'habitants. C'est toute une génération qui grandit dans ce conflit et qui va en payer les conséquences.

Ces aides, elles s'organisent grâce à des ONG telles que l'UNICEF, mais le manque de moyens financiers retarde, voire annule des plans d'aides humanitaires.

En décembre 2018, à Stockholm, l'ONU rassemble les deux parties du conflit pour signer un accord stipulant une trêve dans la région d'Hodeïda, principal point d'entrée pour l'aide humanitaire. Mais il est régulièrement violé par les Houthis soutenus par l'Iran.

Vint un second accord, celui de Ryad, le 5 novembre 2019. Un accord politique pour former un nouveau gouvernement.

Rendez-vous compte, le conflit rentre dans sa sixième année et le Yémen souffre encore de ce qui est qualifié par les Nations Unies comme le plus grand désastre humanitaire au monde.

Aujourd'hui, j'accuse les pays concernés par le conflit, qui ne respectent pas des engagements tellement importants et indispensables pour le développement de ce qui constitue notre avenir : les enfants.

J'accuse les pays qui profitent de cette guerre pour s'enrichir tandis que des millions de personnes se battent juste pour un toit.

Mais surtout, j'accuse la presse, j'accuse toute personne qui a un pouvoir, qu'il soit économique, politique ou moral, qui a eu vent de ce conflit et qui a décidé de se taire. Parce qu'un désastre tel que cette guerre n'a pas pu être ignoré à ce point par tout le monde.

Je vous parle de cette cause et pas d'une autre parce que je cherche encore quelle est la plus grande injustice.

Que le sort de millions de personnes ne soit pas un problème pour deux parties opposées ?
Ou que le reste du monde a décidé de tourner le dos à la plus grande catastrophe humanitaire ?

Tout le monde en 2021 n'a pas la chance de vivre dans nos conditions, en France.

Vous et moi pouvons-nous lever chaque matin et ne pas faire face à la pire famine du siècle, nous pouvons partir au travail sans la menace qu'une bombe nous tue.

Alors, si nous ne pouvons rien faire à l'échelle internationale, une simple discussion entre amis, un débat en cours, une plaidoirie à réaliser pour un mémorial, pour secouer les consciences. Pour inciter ceux qui ont un plus grand pouvoir à agir.

Alors peut-être qu'un jour Ismail pourra envisager l'avenir qu'il souhaite et le réaliser dans la paix et dans la liberté de ses droits.

Pythagore a dit autrefois qu'un homme n'est jamais aussi grand que lorsqu'il est à genoux pour aider un enfant.